

Pour le retour au vrai service public !

L'entreprise publique ...reçoit mission de gérer son affaire au mieux des intérêts de la collectivité ... En matière d'électricité, la France avait choisi [cette] solution. Elle n'a pas fini de se mordre les doigts de l'avoir sacrifiée sur l'autel de la concurrence.

Décembre 2009

M. Boiteux, ancien Directeur d'EDF, membre de l'Institut

Ça s'appelle ERDF ou Ciel bleu : ce qui reste d'EDF, service public, républicain, performant, que l'idéologie dominante, le libéralisme économique, a démantelé, managérisé et subrepticement privatisé.

Résultats ?

Un courrier d'ERDF annonce le passage d'un de ses agents pour relever les consommations d'électricité au compteur. Tel jour, entre telle et telle heure.

Bien entendu, personne ne passe.

Mais, le lendemain du jour dit, sans tambour ni trompette, une carte T à validité permanente est jetée dans la boîte à lettres. L'abonné est prié de faire lui-même les relevés et de réexpédier la lettre.

Un agent, (mal) payé, passe donc, juste pour mettre un bout de papier dans une boîte : il fera ainsi beaucoup plus de clients en une heure que si, avec chacun, il avait dû prendre la peine d'entrer, de faire lui-même le relevé et de l'enregistrer dans son boîtier électronique.

Certes, il faudra en faire l'enregistrement informatisé, quand la carte renseignée par l'utilisateur lui-même, qui aura dû faire un détour pour la poster, reviendra à ERDF. Donc, ça donnera du boulot à quelqu'un : l'augmentation de la productivité de l'un – le distributeur de cartes T – permettra de payer l'autre – l'enregistreur des cartes T retournées à l'expéditeur : que tout cela est finement pensé !

Ne pas oublier le coût pour l'entreprise de tout ce courrier : la « lettre de courtoisie » informant du passage bidon d'un agent ERDF, plus le débours de la validité permanente. Il est vrai que cela donne aussi du travail supplémentaire aux préposés de La Poste en voie de privatisation. Quel altruisme !

Mais cela coûte si cher que, 6 mois après une augmentation moyenne de 3 % des tarifs pratiqués par les entreprises nées des cendres d'EDF, est annoncée une nouvelle augmentation de 3 % également en guise de prochaines étrennes !

Explication de la boîte : il faut payer la facture de la production d'électricité d'origine solaire (ce qui confirme que l'écologie politique, c'est fait pour le haut niveau de vie).

Le lendemain de cette annonce réconfortante, un coup de téléphone (identité masquée, s'il vous plaît !) vous fait le déballage Bleu Ciel de son intéressante proposition de vous aider à financer l'installation de panneaux voltaïques, à la condition que vous ayez moins de 70 ans (ce qui confirme que l'écologie politique ne fait pas bon ménage avec l'allongement de l'espérance de vie).

Parions que cet hiver, une tempête de neige, ou quelque chose d'approchant, va priver une partie de la Basse Normandie, ou les fin fonds de la région PACA, ou des trous perdus du

Finistère, ou la pleine région centre (cela représentera tout de même, et chaque fois, et partout, des milliers et des milliers de foyers) des bienfaits de la Fée Electricité !

Voilà le coût du progrès libéral et de la modernisation capitaliste : pression sur les salariés, désinvolture à l'égard des clients, et leur mise à contribution pour renseigner leurs fournisseurs et pour payer toujours plus cher des prestations qui laissent à désirer. Inévitablement du gaspillage à jongler entre subventions pour installer les nouvelles formes de production électrique et leur récupération. Sans compter les autres sources de gabegie liées à la mise en réseaux !

Les ersatz de feu EDF cafouillent là où EDF améliorerait son service.

Il n'est pas question de regretter un imaginaire âge d'or d'Electricité de France ; il s'agit simplement de constater un véritable recul dans le service aux usagers et à leurs dépens, toujours !

Faire payer la régression à ceux qui la subissent semble la règle d'or de ceux qui l'instaurent et en tirent profit.

Les services publics sont l'expression concrète de la devise républicaine et l'une des meilleures armes pour lutter avec succès contre les injustices sociales. C'est pourquoi, il est grand temps, non de les « réformer », mais de les restaurer dans l'esprit des auteurs du programme du CNR, rappelé, le 15 mars 2004, par 13 survivants de la Résistance!

Telle est aussi la revendication du SNCA e.i.L. Convergence.